

Antilles du Commonwealth et qui sont à la base des relations étroites et positives entretenues avec le Canada.

En Amérique latine, le rôle politique joué par les forces armées a régressé, dans bien des cas d'une façon marquée et encore plus importante que dans de nombreux pays d'Afrique ou d'Asie. Le régime constitutionnel du Brésil a montré une résistance remarquable face aux fortes pressions engendrées par la procédure de destitution entreprise contre l'ancien président Collor pour des motifs liés à la corruption. Il semble être en mesure de composer avec un scandale encore plus grand impliquant plusieurs membres influents du Congrès brésiliens. Les institutions démocratiques bien ancrées de la Colombie ont résisté à des épreuves majeures et répétées au cours des deux dernières décennies, et elles ont été solidifiées au cours des années quatre-vingts par l'extension du suffrage direct afin d'inclure les gouverneurs et les maires. Le Venezuela a ajouté le suffrage direct pour les gouverneurs à son impressionnant dossier de consolidation démocratique au cours des 30 dernières années. En outre, les institutions du pays ont résisté à deux tentatives de coup d'État contre l'ancien président Perez qui devenait de plus en plus impopulaire et dont la destitution a été accomplie par voie constitutionnelle. Le Chili est sorti du régime Pinochet avec une démocratie vigoureuse dirigée par quelques-uns des politiciens les plus compétents et pragmatiques d'Amérique du Sud. À cause d'un passé marqué par la violation des droits humains, par une mauvaise gestion économique et par l'incompétence (échec des Malouines en 1982), la confiance envers les forces militaires d'Argentine et le rôle de celles-ci ont grandement diminué, tandis que le gouvernement Menem a fait preuve de courage et de compétence dans la gestion de dures réformes économiques, malgré un certain mécontentement populaire. Plusieurs pays d'Amérique centrale ont aussi fait des pas importants vers la démocratisation. Même le redoutable système politique mexicain montre des signes d'évolution, car le contraste entre la nécessité de réduire considérablement la portée de la gestion économique descendante et l'omniprésence du pouvoir politique du PRI devient de plus en plus embarrassant.

Les relations entre les États de la région se sont grandement améliorées, l'accent mis sur la coopération économique ayant eu des retombées politiques. Le Salvador et le Honduras ont réussi à résoudre leur différend frontalier en faisant appel à la Cour internationale de Justice. Il n'y a désormais plus de menaces de guerre occasionnelles du Venezuela à l'endroit de la Guyana, relativement à la région de l'Essequibo. Le Chili et l'Argentine ont réglé leur différend relatif au canal Beagle. Le Guatemala a reconnu le Belize et a résolu la majeure partie de ses différends frontaliers avec ce pays. La Colombie et cinq pays des Antilles du Commonwealth ont signé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) après 1980. À l'heure actuelle, le Brésil, l'Argentine, le Chili, Cuba et la Guyana sont les seuls pays à ne pas avoir ratifié le Traité, et certains signes laissent croire que les trois premiers seraient plus disposés à adhérer à des régimes fondés sur une garantie nucléaire accrue et, éventuellement, au TNP.